

Philippe de Villiers sur BFM : ici on est en Macronie !



Philippe de Villiers, invité à présenter son livre *Le Jour d'après* sur BFM-TV, est aussitôt accusé par le médiocre présentateur d'être d'extrême droite. La réponse claire vient aussitôt : « Ici on est en Macronie ! » Et l'animateur de s'étrangler : Oups ! KO debout, renvoyé dans les cordes, le petit présentateur arrogant de la gauche bien-pensante sur BFM-Macron. Quel champion ce Philippe de Villiers ! Y a pas photo ! Il est le roi !

https://www.bfmtv.com/politique/securite-philippe-de-villiers-denonce-une-absence-totale-de-politique-sur-la-question-de-l-autorite_AV-202105130181.html

Invité à présenter son livre *Le Jour d'après* sur BFM-Macron, Philippe de Villiers ayant entre les mains des éléments d'information fiables, recoupés, glaçants, a expliqué en pleine Macronie-TV avoir décidé de prendre la plume pour alerter les Français, en espérant *contribuer ainsi à l'insurrection des consciences*.

Le Salon beige, Michel Janva : « Bienvenue au pays des fous ou comment préparer les esprits au Pass obligatoire. Le calendrier de déconfinement et de réouverture ne brille pas

par sa clarté, c'est le moins qu'on puisse dire, et l'administration française vient encore de donner une preuve de son savoir-faire inégalé.

Ces mesures ubuesques (pour épater la galerie et pour faire peur aux gens) ne doivent pas *masquer le vrai sujet de la menace sur nos libertés*, dénoncées par Philippe de Villiers, dans son ouvrage *Le Jour d'après*. Philippe de Villiers estime notamment que le Pass Sanitaire, voté cette nuit (par la macronnerie vulgaire), est discriminatoire et liberticide. Il est la porte d'entrée de l'identification numérique des individus.

Le Jour d'après de Philippe de Villiers : « *Ce que nous avons vécu a déjà été joué. À New-York. Lors d'une réunion ou plutôt d'un exercice de simulation d'une pandémie de Coronavirus, le 18 octobre 2019. Tout a été filmé et se trouve sur internet. Cela s'est passé plusieurs mois avant la survenance du virus. En réalité, les participants, les géants du capitalisme de surveillance, anticipaient la catastrophe à venir. Ils avaient voulu un monde d'un seul tenant, sans cloisons. Ils savaient que ce monde-là serait hautement pathogène. Ils le savaient et ils s'y préparaient. Ils attendaient la pandémie et ils la voyaient venir.*

Quand elle survint, *ils la saluèrent comme « une fenêtre d'opportunité»* . Pour les rentiers du numérique et de la Big Tech, *ce fut une aubaine*. Mais aussi pour les gouvernements qui mirent au ban d'essai l'idée d'une « *société disciplinaire*» . Ainsi les élites globalisées ont-elles préparé « *le jour d'après*» . Occasion rêvée *pour tout changer, changer la société, changer de société*. Et imposer enfin leurs codes de désocialisation, (leur progressisme de la gauche caviar à la con) leur esthétisme woke, leur idéologie du Bien total.

Philippe de Villiers dévoile le secret ultime de la « *Réinitialisation* » : « Nous aurons tous une nouvelle

identité, l'identité numérique. *C'est le premier pas vers la digitalisation totale du monde. Une société à 100 % technologique, fluide, contrôlable.* Le plan de travail a fait l'objet, en avril 2019, d'un rapport approfondi du McKinsey Global Institute \$\$\$, toujours dans la course dès qu'il s'agit de nomadiser les vieilles sociétés.

L'étude a été conduite en collaboration avec les Fondations Open Society de Soros et la Fondation Rockefeller \$\$\$. *On y retrouve les mots et les logiques sous-jacentes de la « Cancel culture » et du « Reset », la fameuse « inclusion sociale et sociétale », ainsi que « l'équité » . Ces gens-là n'oublient jamais l'objectif caché !*

Il s'agit de favoriser le choc (mortel) entre les « minorités inter-sectionnelles » et la société traditionnelle !

Il s'agit d'épuiser les dernières résistances du monde d'avant pour aller vers la société liquide.

Les observateurs n'auront pas manqué de noter que la psychose planétaire de 2020 a accéléré, de facto, l'intérêt pour l'identité numérique. Sans qu'on le sache, un consortium américain est à la manœuvre. Il s'appelle ID2020. C'est lui qui travaille principalement sur *l'identification numérique pour tous*.

Les projets pilotes sont aujourd'hui en Thaïlande, en Indonésie et au Bangladesh. Ce sont des plates formes d'identités numériques soutenues par la biométrie. À l'occasion des vaccinations, sont établies, pour les bénéficiaires, des « cartes de santé numériques » . Le consortium ID2020 est lié dès son origine à l'Alliance du vaccin GAVI. Il en est l'une des émanations. Si les premiers discours d'ID2020 pour développer l'identité numérique insistaient sur le droit individuel de disposer d'une identité juridique, un droit de l'homme, selon ID2020, depuis la circulation du Covid-19, le consortium a changé son angle

d'attaque.

ID2020 fait *l'apologie des certificats d'immunité* (inconnue) dans la lutte contre les virus (inconnus).

L'identité numérique est un alibi technologique pour accroître, via la nouvelle Tcheka numérique, non seulement la manne financière des Big Tech grâce au marché de l'Internet des objets, mais aussi le contrôle social des populations avec, à terme, la possibilité, pour les pouvoirs publics et les entreprises privées, d'imposer la présentation du certificat vaccinal ou immunitaire pour avoir accès à un avion, au restaurant, au cinéma, aux centres commerciaux, voire à des prestations sociales, pourquoi pas à l'inscription scolaire ?

Géolocaliser les petits points lumineux et pouvoir à tout moment faire un plan serré sur chaque fourmi errante, scanner les corps, sonder les âmes, capter les humeurs et retranscrire les affections, voilà l'objectif.

L'identité, comme la monnaie, est une affaire régaliennne. Elle devrait rester hors des intérêts privés.

Les intérêts privés empiètent sur cette fonction d'État sous un alibi humanitaire, pour soi-disant fournir une identité aux pays pauvres, mais aussi un alibi technologique. Pourquoi ? Parce que le gouvernement n'a pas les compétences opérationnelles pour la développer seul.

Ainsi, de façon inquiétante, l'identité numérique est promue par des géants américains de l'Internet à tendance oligopolistique en partenariat avec des institutions internationales aux connotations sulfureuses.

Le coup se joue à quelques-uns. On est entre soi. Parmi les activistes de cette novation, on retrouve toujours les mêmes organisations mondialistes, progressistes ou amies de Davos \$\$\$: la Banque mondiale, la Fondation Bill et Melinda Gates,

la Fondation Rockefeller ! Ben voyons ! Un pognon de dingue !

Le Salon beige, Michel Janva : « Certains rétorqueront que ce Pass sanitaire est réservé aux déplacements vers ou depuis l'étranger et à l'accès à des grands rassemblements ou à certains lieux (dont la liste n'est pas précisée). Mais le pied est dans la porte. À l'heure où le suivi des mesures devient de plus en plus complexe, et où l'on parle du variant indien, il est permis de penser que *de nouvelles mesures coercitives seront prises* à mesure de l'extension de ce nouveau variant (et des variants à venir)... Pour Rémi Tell, du collectif Peuple libre, *le passeport vaccinal « anéantit la liberté lorsqu'il impose la surveillance généralisée des corps, au prétexte de la lutte contre une maladie à laquelle a survécu 99,97 % de l'Humanité»* .

« Le passeport vaccinal sape l'égalité quand il crée des citoyens de seconde zone, condamnés à la réclusion et à l'avilissement pour avoir refusé de s'engager sur le chemin damé par le bio-pouvoir. Et que dire de la fraternité, avec une telle invitation à regarder l'autre en chien de faïence ? » Des juristes « s'interrogent sur l'entrave qu'il représente pour les libertés publiques ». Serge Slama, professeur de droit public à l'université de Grenoble, identifie deux menaces : la sortie définitive de l'État d'urgence est prévue au 31 octobre.

« Cette limite dans le temps est un gage de la proportionnalité [de la mesure]. Ce ne serait plus le cas si, par commodité, le gouvernement décidait d'éterniser le Pass. Il ne faudrait pas que certains soient tentés d'élargir le Pass à des activités qui, aujourd'hui, ne sont pas concernées comme les cinémas et les théâtres. *C'est toujours le problème du numérique d'instaurer des systèmes d'accoutumance et d'aliénation invisibles.*

Stéphanie Hennette-Vauchez, professeur de droit public à Nanterre, est réservée, la liste des lieux et activités

concernés par le Pass n'étant pas précisée : « *C'est un décret qui en fixera les contours exacts sans que la représentation nationale ne puisse en discuter et fixer des garanties. C'est un déplacement du centre de gravité de la décision vers l'exécutif et une embrouille démocratique. Jusque-là, un système d'interrupteur indiquait si nous étions, oui ou non, dans l'état d'urgence avec des conséquences claires sur les libertés. Le gouvernement vient d'inventer le système du variateur. Et un brouillage inédit et inquiétant des catégories !*

Moralité : C'est le système LREM socialiste menteur à la solde du Big Pharma et du Big Money !

Le Salon beige : « *On sait ce qu'il advient de ce genre de mesures : Effet cliquet et boîte de Pandore. On fait miroiter que c'est une décision temporaire indispensable, créée pour une raison précise (les médias se chargeant de la propagande), sauf qu'on ne revient jamais en arrière et que l'on rajoute toujours un alinéa au texte initial. Les progressisto-mondialistes l'attendaient, le Covid l'a fait ! André Malraux affirmait :*

« *Une société qui n'a pas de valeur (spirituelle) suprême est condamnée à disparaître. »*

Multinationales.org : « *L'industrie de la surveillance, grande gagnante de la pandémie ! Encouragés par les Big Tech, les gouvernements ont utilisé la pandémie de Covid-19 pour justifier une extension massive de l'utilisation d'outils de surveillance numérique, arguant que ces outils étaient nécessaires pour imposer les mesures de distanciation sociale et de contrôle épidémiologique. L'utilisation massive de ces technologies capables de collecter d'énormes quantités de données sur la vie des gens, présente un risque pour les droits fondamentaux, pour la vie privée et l'exercice des droits civils et politiques. Depuis le début de la pandémie, les vols de drones ont été parfois équipés d'une caméra*

thermique pour mesurer la température corporelle.

Des applications de suivi Covid-19 ont été introduites susceptibles de surveiller tous nos mouvements et d'obtenir d'énormes quantités de données sur notre vie privée. L'une des technologies les plus invasives est l'utilisation d'outils biométriques de reconnaissance faciale ou de scanners rétiniens. Cette technologie est de plus en plus déployée dans l'espace public et le recours aux caméras de vidéosurveillance s'est intensifié pour surveiller les populations. Ce sont là des éléments de l'enquête *Surveillance de masse et contrôle de la dissidence en Europe* qui montre comment les technologies de surveillance de masse ont été normalisées.

Les technologies de surveillance ont été intégrées dans les activités des forces de l'ordre en France, au Royaume-Uni et en Espagne, sans débat public. L'étude sur la France, de Clément Le Foll et Clément Pouré, fait le point de l'utilisation des technologies de surveillance comme les drones ou la reconnaissance faciale en France, sur les entreprises impliquées et sur les enjeux des récentes lois sécuritaires.

Le contrôle social est aux mains du privé ! Après la publication de cette étude, les partenaires du projet lancent le site « *Surveillance de masse* » où l'on peut trouver des informations sur les technologies en cause, sur 85 entreprises qui développent et contribuent à la diffusion de ces technologies, ainsi qu'une analyse des tendances récentes et des recommandations pour les gouvernements et la société civile.

« *La pandémie de Covid-19 a renforcé la tendance aux collaborations public-privé, par lesquelles gouvernements et entreprises unissent leurs forces pour exercer une nouvelle forme de contrôle social par le biais de la technologie, au nom de la santé et de la sécurité publiques.* »

En France, la surveillance de masse réduit les libertés publiques. Malgré la proposition de règlement sur l'intelligence artificielle annoncée par la Commission européenne et les initiatives proposées par les organisations de la société civile, *il n'y a pas eu de véritable débat public au niveau national qui puisse permettre aux citoyens de comprendre les implications de ce type de technologie pour notre vie quotidienne.*

Moralité : Oups ! Philippe de Villiers a expliqué en pleine Macronnie-BFM-TV avoir décidé de prendre la plume pour alerter les Français, en espérant contribuer ainsi à l'insurrection des consciences. Merci à lui !

Thierry Michaud-Nérard